

Les élections en Afrique vues par François-Xavier Verschave entre 1995 et 2004

Bilan de la participation des acteurs français aux inversions de résultats à la compilation des procès-verbaux et l'annonce officielle du résultat de présidentielles

Mini-revue de presse de citations faite par Régis Marzin, Paris, 29 mars 2018

<https://regardexcentrique.wordpress.com/2018/03/29/les-elections-en-afrique-vues-par-francois-xavier-verschave-entre-1995-et-2004/>

Dans leurs livres entre 1995 et 2004, hors revue Billets d'Afrique, François-Xavier Verschave et son association Survie se sont intéressés à 35 élections qui s'étaient déroulées entre 1990 et 2004, 24 présidentielles, 8 législatives, 1 'locales', 1 référendum constitutionnel, 1 Conférence nationale souveraine isolée des élections, sur 14 pays, 13 ex-colonies françaises et l'Angola, dans des contextes non-démocratiques dans quasiment tous les cas.

Parfois, Survie et François-Xavier Verschave se sont concentrés sur les acteurs français et, parfois, ont étudié le processus électoral avec le point de vue des démocrates. Les 2 approches sont assez différentes.

Les analyses détaillées ont porté sur les présidentielles au Tchad et au Niger en 1996 au travers d'un Dossier noir sur les 2 présidentielles de 1996, « Survie et Agir ici, 1996, 'Les dossiers noirs de la politique africaine de la France', Ed. L'Harmattan, 8 : Tchad, Niger, Escroqueries à la démocratie ». Les autres pays qui ont plus attiré leurs regards sont le Congo Brazzaville, le Cameroun, le Togo et le Gabon.

La mise en évidence du rôle important d'acteurs français s'est surtout concentrée sur 8 élections dans 7 pays, au Congo Brazzaville, au Togo, au Tchad, au Gabon, au Niger, en Mauritanie et à Djibouti. Les acteurs français ont été évoqués pour 1992, 1993, 1996, 1997, 1998, 1999 et 2002 et surtout en 1993 (gouvernement Balladur du 29 mars 1993 au 17 mai 1995 avec Charles Pasqua ministre de l'intérieur) et 1996 (arrivée de Chirac le 7 mai 1995).

François-Xavier Verschave a surtout mis en évidence l'action de politiciens français du RPR entre 1993 et 1997, dans une période de cohabitation avec François Mitterrand puis une période de plein pouvoir, les dirigeants au gouvernement et à l'Élysée et quelques électrons en apparence libres, parfois clairement envoyés par l'État, vus comme éléments des « réseaux » Foccart ou Pasqua, agissant comme experts électoraux, juristes ou observateurs.

Treize personnes s'étant impliquées dans l'organisation concrète des processus électoraux ou l'observation factice, la plupart du RPR ou proches du RPR, ont été nommées par François-Xavier Verschave, dans l'ordre chronologique entre 1993 et 1998 : Charles Debbasch, Me Jacques Vergès, Yves Guyon, Pierre Mazeaud, Michel Pradalier, Jean-François Charrier, Jérôme Grand d'Esnon, André Rouge, Jean-Antoine Giansily, Me Robert Bourgi, Me Francis Szpiner, le juge Georges Fenech, Me Gilles-William Goldnadel. Deux catégories ressortent : les avocats et juristes et les politiques membres du RPR. François-Xavier Verschave a décrit ces personnes agissant indépendamment ou en relation étroite avec l'exécutif français, selon les cas.

Selon, François-Xavier Verschave, la Françafrique a fait un maximum de dégâts au niveau des élections dans les ex-colonies françaises, entre le 17 mai 1995 et le 2 juin 1997, quand Jacques Chirac était président, Alain Juppé premier ministre, Hervé de Charrette Ministre des affaires étrangères, Jacques Godfrain, Ministre délégué à la Coopération. François-Xavier Verschave montre indirectement, sans le dire, parce qu'il analyse des données affaires par affaires, sans synthèse sur le thème des élections, que cela se calme quand Lionel Jospin arrive à Matignon. La plus grosse faute du côté socialiste a peut-être été l'acceptation par François Mitterrand en 1992 de l'inversion de résultat de la présidentielle camerounaise.

De manière générale, en dehors des faits précis, François-Xavier Verschave a surtout insisté sur la propagande et l'influence active des dirigeants français concernant une « démocratie apaisée » visant à piéger les démocrates par de fausses négociations à la suite des détournements de processus électoraux. Il se comprend ainsi que la propagande française post-‘guerre froide’ post-‘discours de la Baule’ des années 90, a visé à faire accepter des fausses élections comme des élections, des chefs d'état non-élus comme élus, mais aussi, plus gravement, des dictatures maquillées par des fausses élections comme de la démocratie. Cette propagande a parfaitement fonctionné et continue d'avoir des effets aujourd'hui.

Régis Marzin, Paris, 29 mars 2018

Quelques citations de François-Xavier Verschave générales sur les élections :

« La Françafrique a fait pire que de soutenir une dictature : elle a amené un peuple à croire en la démocratie pour mieux lui « légitimer » son tyran, par la falsification de son suffrage. Il n'est pas près d'oublier ce sabotage de sa volonté. »

Survie (présidée par François-Xavier Verschave) et Agir Ici, 1996, à propos de l'élection présidentielle de 1996 au Tchad, Dossier noir 'Tchad, Niger, Escroqueries à la démocratie', p52.

« Le chantage à la « démocratie apaisée » n'est pas toujours aussi clair qu'au Cameroun et au Togo. Le principe est toujours le même : une élection truquée ou tronquée avec l'aide et la bénédiction de la France oblige un peuple à conserver les mêmes dirigeants ou le même régime, même s'il veut voter contre. Mais les modalités d'application diffèrent. Avec le Gabon et Djibouti, pays de taille plus modeste, on va vite aux solutions caricaturales : l'anesthésie par l'argent ou la brutalisation sans vergogne. »

François-Xavier Verschave, Noir silence, avril 2000, p194.

« La dernière trouvaille politique de la Françafrique est le concept de « démocratie apaisée ». Une expression qui fait florès, jusque dans la bouche de nos ambassadeurs, et que le journaliste camerounais Pius Njawé a fort bien décryptée. L'on dit aux présidents en place : « Organisez le scrutin présidentiel, gagnez-le par n'importe quel moyen (y compris des truquages éhontés, pour lesquels nous disposons d'experts parfaitement rodés), laissez monter (un peu) la contestation, puis proposez le “dialogue” à l'opposition. Conviez-la à la table du pouvoir, où vous lui laisserez des miettes. Si la pression est trop forte, vous pouvez même proposer des élections législatives ou locales concertées - jusqu'à un certain point. Certes, vous risquez d'avoir un Parlement ou des collectivités locales un peu turbulents. Mais rassurez-vous : les constitutions rédigées par des experts français ont pris bien soin de laisser au Président l'essentiel, sinon la quasi-totalité, des pouvoirs effectifs... La mise en scène de la concertation donnera de vous l'image d'une autorité pacifiante, vous serez relégitimé comme par magie. Tout le monde, sauf quelques aigris, oubliera les conditions de votre réélection. Trinquons déjà à ce nouveau mandat ! ». Depuis 1997, le scénario s'est répété au Cameroun, au Togo, au Gabon, en Guinée, à Djibouti. Il passe mal, mais tant pis : la Françafrique continue de soutenir les démocratures ainsi prolongées. Jusqu'à ce qu'explosions s'en suivent ? Obstruer le chemin des urnes, n'est-ce pas tracer celui des armes ? »

François-Xavier Verschave, Noir silence, avril 2000, p175

« ... la “démocratie apaisée”. J'ai expliqué plus haut ce scénario politique, dont Paris souhaite généraliser la diffusion au service des potentats francophones. Il se déroule en trois temps : réélection du Président par n'importe quel moyen (fraude massive, élimination des concurrents, provocation au boycott) ; ferme répression des mouvements de protestation ; installation du Président “réélu” comme figure centrale d'un processus d'apaisement. Prolongé dans son mandat, le chef de l'État invite les partis d'opposition à une large concertation. Il leur propose des strapontins au gouvernement, ou la conquête de quelques sièges à des élections secondaires, tout en excitant les appétits rivaux. La tenue même de cette concertation vaut légitimation. »

François-Xavier Verschave, Noir silence, avril 2000, p476

« Dans le discours de la “ démocratie apaisée ”, on incite le Président mal élu à inviter lui-même ses opposants à la table de négociation. On leur propose la tenue d’élections secondaires, au cours desquelles ils pourront obtenir des strapontins. On les a fait venir à la “ mangeoire ”. C’est la “ politique du ventre ”. »

François-Xavier Verschave, audience du 6 mars 2001, Noir procès, mai 2001.

« Une dictature “légitimée” par un vote frauduleux est encore pire qu’une dictature avouée. »

François-Xavier Verschave, Noir Chirac, 2002, p223.

« Jacques Chirac a avec la morale et l’équité un rapport si décomplexé qu’il lui arrive d’exhiber sans fausse honte les ressorts théoriquement cachés de sa politique africaine : « Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n’en feront plus ! », a-t-il lâché un jour hors micro, en réponse à une question sur l’évolution démocratique du continent africain¹. ... Quatre ans plus tôt à Abidjan, Jacques Chirac avait dit de ce continent qu’il n’était pas « mûr » pour un tel bienfait. ... Un moment prise en défaut, la Françafrique s’est tôt ressaisie – au Cameroun, au Togo, au Gabon, etc. Durant la décennie 90, plus de cinquante scrutins majeurs (présidentielles ou législatives) ont été organisés dans les néocolonies françaises. Sauf exceptions², ils ont abouti au résultat inverse de la volonté exprimée par les électeurs : se débarrasser d’une dictature ou d’un clan corrompu. »

François-Xavier Verschave, Noir Chirac, 2002, p223.

« Au contraire : se met alors en place le deuxième acte, la « démocratie apaisée ». Mijoté en 1997 par les conseillers politiques parisiens, il se rejoue au mot près d’une dictature à l’autre. Rappelons-le : « L’on dit aux présidents en place : “Organisez le scrutin présidentiel, gagnez-le par n’importe quel moyen (y compris des truquages éhontés, pour lesquels nous disposons d’experts parfaitement rodés), laissez monter (un peu) la contestation, puis proposez le “dialogue” à l’opposition. Conviez-la à la table du pouvoir, où vous lui laisserez des miettes. Si la pression est trop forte, vous pouvez même proposer des élections législatives ou locales concertées – jusqu’à un certain point. »

François-Xavier Verschave, Noir Chirac, 2002, p224.

« La Françafrique a été prise au dépourvu par une révolution démocratique au Bénin. Aussitôt, elle a organisé un système qui a marché de manière quasi-infaillible pendant pratiquement 10 ans. Il consiste en ceci : avec notre argent, l’aide publique au développement, on envoie des urnes transparentes, des bulletins de vote et des enveloppes dans ces pays ; on déclare : « oui, vraiment, c’est bien ils arrivent à la démocratie ; donc, on va les aider » ; et en même temps, on envoie dans les capitales de ces pays des coopérants très spéciaux, des réseaux Pasqua ou de la mairie de Paris, qui vont installer un système informatique de centralisation des résultats un peu spécial : alors que les gens ont veillé jour et nuit auprès des urnes pour être sûrs que leur suffrage soit respecté, alors qu’ils ont voté à 70 ou 80% pour chasser le dictateur, il se retrouvent à la fin avec un dictateur réélu avec 80% des voix... ou 52% s’il est modeste. Voilà encore une alchimie extraordinaire. Nous, avec notre argent, on aide les gens à se doter d’instruments de démocratie ; au même moment, les réseaux de la Françafrique arrivent à faire en sorte que ces peuples aient encore pire qu’un dictateur, un dictateur « légitimé démocratiquement ». Et ça ne s’est pas passé que dans un pays ; ça s’est passé cinquante fois entre 1991 et 2003, avec chaque fois le même système, chaque fois le même discours, que ce soit au Togo, au Cameroun, au Congo-Brazzaville, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, etc... »

François-Xavier Verschave, De la Françafrique à la Mafiafrique, 2004, p20.

¹ Propos cité par *Le Canard enchaîné* du 28/07/1999.

² Les premiers scrutins post-CNS au Bénin, au Congo-Brazzaville et au Niger, ou sitôt les coups d’État qui ont renversé Moussa Traoré au Mali, André Kolingba en Centrafrique, Didier Ratsiraka à Madagascar – avant qu’en 1999-2000 la fraude ne soit vaincue au Niger et au Sénégal.

Participation des acteurs français aux inversions de résultats à la compilation des procès-verbaux et annonce officielle du résultat des présidentielles de 1990 à 2017

Liste des inversions de résultats à la compilation des procès-verbaux et annonce officielle du résultat des présidentielles de 1990 à 2017

Source sur inversions : Régis Marzin, 27 avril 2017, 2016 : Année des coups d'Etat électoraux en Afrique Démocratisation de l'Afrique depuis 1990

Sources sur acteurs français : livres de FXVerschave entre 1995 et 2004

Les écrits de Verschave permettent de retrouver les participations principales et soutiens principaux aux inversions de résultats des présidentielles dans les ex-colonies françaises jusqu'à 2003. Ces inversions ne sont pas toujours plus graves que des détournements de processus électoraux en amont mais le ressenti des populations est très fort parce que le processus électoral a semblé être 'assez' honnête jusqu'au jour du vote pour rendre possible l'alternance. Dans les inversions de résultats, la validation internationale est plus importante que dans les détournements de processus électoraux en amont. 6 inversions sur 12 ont eu lieu entre 1990 et 2004 (1992-2003), alors que 6 autres ont eu lieu entre 2008 et 2016.

Pays	Chef d'Etat	Date	Remarques	Score	Acteurs français
Cameroun	Paul Biya	11.10.92	<u>inversion T1</u>	39,98%T1/1	Uniquement validation : «France» (FMitterrand)
Gabon	Omar Bongo	05.12.93	<u>inversion T1</u>	51.18%T1/2	Organisat°: experts proches Pasqua Validation : Quai d'Orsay(AJuppé)
Niger	I.BaréM.	08.07.96	inversion T1 (en TCII)	52.22%	Organisation : J.Chirac envoie experts et observateurs RPR Validation : Chirac et J.Godfrain
Togo	G.Eyadéma	21.06.98	<u>inversion T1</u>	52.1% T1/1	Pub +organisat°: électrons libres (?) Validation assez longtemps après : J.Chirac
Djibouti	IOGuelleh	09.04.99	<u>inversion T1</u>	74.02%T1/2	Soutien politique : J.Chirac Validation : J.Chirac
Togo	G.Eyadéma	01.06.03	<u>inversion T1</u>	57.8% T1/1	Organisation : électrons libres (?)

Suite après 2004 hors sources FXVerschave, source Régis Marzin : <https://regardexcentrique.wordpress.com/>

Zimbabwe	R.Mugabe	27.06.08	<u>inversion T1</u>	boycott T2	-
Gabon	Ali Bongo	30.08.09	<u>inversionT1</u> + massacre	41,73%T1/1	Soutien pendant contestation : MAE/B.Kouchner, A.Joyandet, <u>Validation : N.Sarkozy</u>
Congo-B	Denis Sassou	20.03.16	<u>inversion T1</u> DSN sans doute éliminé au T1	60,39%T1/2	Silence. Hollande avait avant <i>accepté idée 3^e mandat (référendum)</i>
Djibouti	IOGuelleh	08.04.16	<u>inversion T1</u> + répression	87,07%T1/2	Silence. Voyage Ministre défense Le Drian avant.
Tchad	Idriss Déby	10.04.16	<u>inversion T1</u>	59,92%T1/2	Silence. Min défense Le Drian à investiture.
Gabon	Ali Bongo	27.08.16	<u>inversionT1</u> + massacre	50,66%T1/1	Ambiguïtés et manque soutien à UE / MOE-UE.

Régis Marzin, Paris, 29 mars 2018